



FONDATION
ÉNERGIES
POUR LE MONDE

Infos n°22 novembre 2007



> Entretien avec
Voahirana
Randriambola,
à Madagascar

> À quoi servent
vos dons ?

> La gazéification
de la biomasse



Savoir recourir à des entreprises locales

Il y a quelques années encore, Énergies pour le Monde faisait appel presque exclusivement, pour la réalisation de ses programmes, à des bureaux d'études et à des fournisseurs français – faute, le plus souvent, de trouver sur place suffisamment d'acteurs compétents. Mais les choses bougent et nous recourons de plus en plus à des entreprises locales. Nous avons même acquis une certitude : c'est à cette condition que nous pourrions envisager un changement d'échelle significatif de nos programmes d'électrification rurale décentralisée et d'équipements en énergies renouvelables.

Faire intervenir des acteurs locaux dans les projets de la Fondation constitue une nécessité. Il importe, pour que notre action s'inscrive dans la durée, de faire naître une mécanique de proximité. Bien sûr, nous ne trouvons pas partout des fournisseurs, des personnels de gestion, des hommes de maintenance. C'est donc à Énergies pour le Monde que revient la tâche de les répertorier, de les mettre en relation les uns avec les autres, de les former. Tout doit être mis en œuvre pour renforcer les compétences sur le terrain, pays par pays, région par région. C'est le but de notre activité de sensibilisation, de formation et d'échanges d'expériences appelée "Scarabée".

À la Fondation nous aimons faire intervenir des entreprises privées locales. Partout, pour chacune de nos

actions, des opérateurs locaux viennent désormais à chaque étape nous épauler et prendre le relais. Le contenu de ce bulletin en témoigne : au Cambodge, SME Renewables est notre partenaire pour les études de terrain (voir p. 10) ; à Madagascar, le cabinet Mihiratra (voir p. 3) nous assiste auprès des élus locaux, Tenema et Someca figurent parmi les fournisseurs/installateurs que nous avons retenus. C'est aussi vrai au Burkina Faso, au Sénégal, au Laos et au Vietnam.

On le voit, le savoir-faire et l'expertise locale deviennent réalités. Ainsi, les commandes que nous passons sur place servent non seulement à réaliser les projets mais elles participent, dès l'amont, à irriguer l'économie régionale.

Alain Liébard,

Président de la Fondation Énergies pour le Monde

Qui sont les partenaires de la Fondation ?

Fondateurs : Observ'ER (Observatoire des énergies renouvelables) • Caisse nationale de Crédit Agricole • Caisse des dépôts et consignations • Électricité de France • Gaz de France • Total • Areva • Ministère de l'Économie, de l'Industrie et des Finances • Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie • Ministère de l'Écologie et du Développement durable • Ministère de la Coopération • Ministère des Affaires étrangères • Ministère de l'Intérieur •

Partenaires : Dix mille donateurs privés • Commission européenne • Programme des Nations unies pour le développement (Pnud, New York) • Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF, Québec) • Banque mondiale • Agence française de développement • Crédit Coopératif • Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies d'Île-de-France (Arene) •

Sommaire

Entretien avec Voahirana Randriambola, directrice du bureau d'études Mihiratra	3
À quoi servent vos dons ?	7
À lire	8
La gazéification de la biomasse	9

Interview

Entretien avec Voahirana Randriambola, DIRECTRICE DU BUREAU D'ÉTUDES MIHIRATRA

Ancienne stagiaire à la Fondation Énergies pour le Monde, Voahirana Randriambola dirige aujourd'hui à Madagascar un bureau d'études spécialisé dans l'électrification rurale décentralisée et les énergies renouvelables.

Vous avez découvert Énergies pour le Monde dans le cadre de vos études universitaires en France. Comment s'est établi ce premier contact ?

J'ai fait mes études à l'Insa (Institut national des sciences appliquées) de Rennes, avant de préparer un certificat d'aptitude à l'administration d'entreprise, en 1997. Dans le cadre de ce diplôme, j'ai effectué un stage d'un an à la Fondation. Je suis retournée à Madagascar l'année suivante, et j'ai décidé de continuer à travailler dans le domaine de l'énergie rurale décentralisée.

Mais vous n'avez pas cessé de travailler pour la Fondation ?

Jusqu'en 2002, j'ai joué le rôle de consultante pour les projets et les programmes d'Énergies pour le Monde à Madagascar. Ensuite, j'ai ouvert, avec un collègue, un bureau d'études spécialisé dont je suis la gérante. Nous avons décidé de poursuivre notre partenariat avec la Fondation. Bien entendu, nous avons d'autres partenaires, comme le Fonds d'intervention pour le développement par exemple, qui est rattaché à la Banque mondiale et qui dirige des projets dans toutes les régions malgaches.

En quoi consiste votre travail dans ce bureau d'études ?

C'est un travail de gérance qui comporte deux volets assez différents. Le premier concerne les relations avec nos partenaires, le second s'apparente plutôt à un travail de conception. Éric, mon collègue, s'occupe des missions de terrain : c'est lui, surtout, qui rencontre les bénéficiaires des divers programmes, qui prend en compte leurs demandes, qui évalue leurs difficultés. Au tout début, je me rendais régulièrement en province, aujourd'hui je me déplace moins. Cela me donne un point de vue plus distancié.



Vous insistez sur la notion de relations avec vos partenaires. En pratique, quel genre de rôle tenez-vous ?

Je me vois dans un rôle d'accompagnement... Les relations entre le bureau d'études et des partenaires comme Énergies pour le Monde sont excellentes : elles sont fondées essentiellement sur la connaissance mutuelle, les échanges, la confiance. Pendant l'exécution des programmes, mais aussi au-delà de l'intervention elle-même, nous restons en contact. Je ne crois pas que la présence d'un bureau d'études local soit superflue : à Madagascar, un travail en milieu rural est nécessairement un travail de longue haleine, et le bureau d'études se charge de ce temps d'accompagnement.

Donnez-nous un exemple...

Dans la région d'Ambositra, l'IEPF (Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie) avait conçu un projet d'installation de microcentrale. En 2000, Énergies pour le Monde s'est impliquée dans ce projet pour mettre en place la structure d'exploitation de la microcentrale : il a fallu imaginer un type de structure, former des gens, etc. Le bureau d'études a servi d'interface et d'appui sur le terrain. Il a continué ses visites sur place. En 2007, la structure est pratiquement autonome, et nous n'intervenons que très ponctuellement.

Le bureau d'études est donc une sorte de relais pour Énergies pour le Monde ?

C'est ce que nous essayons de faire. La Fondation est trop éloignée pour accomplir ce travail de proximité : son objectif est d'imaginer de nouveaux programmes dans de nouveaux endroits, alors que le bureau d'études se charge de la poursuite de ce travail sur le terrain, au-delà de la période d'intervention. Attention, je ne prétends

pas qu'un bureau d'études comme le nôtre soit partout nécessaire... Mais je suis persuadée qu'un organisme local a une position privilégiée.

Pour quelles raisons ?

Parce que nos compatriotes nous font facilement confiance, et parce qu'en tant que Malgaches nous-mêmes, nous connaissons les aspects culturels spécifiques qui peuvent être un obstacle pour des étrangers. Disons d'une manière simpliste : les Malgaches sont peut-être mieux placés pour parler à des Malgaches ! La Fondation d'ailleurs n'est pas seule à s'appuyer de cette façon sur des relais locaux. En règle générale, cela fonctionne bien et permet de contourner le problème de la langue, bien sûr, mais pas seulement. Les villageois de Madagascar peuvent avoir une attitude très ambiguë avec des étrangers : soit parce qu'ils ne disent pas tout, soit parce qu'ils disent, pour faire plaisir, ce que l'étranger souhaite entendre... Pour que la communication devienne claire et sincère, il faut atteindre un niveau d'écoute égal entre les parties.

Que vous apporte, à vous personnellement, ce mode de fonctionnement ?

J'ai le sentiment non pas d'apporter des solutions, mais d'épauler des gens qui cherchent ces solutions en les aidant à y voir plus clair. Il n'est pas question d'un échange à sens unique : ces relations, qui prennent du temps, sont enrichissantes de part et d'autre.



L'éclairage permet aux femmes d'étendre leurs activités économiques en soirée, augmentant ainsi leur revenu.

Que sont devenus, au fil des ans, vos rapports avec Énergies pour le Monde ?

Ils se sont ancrés dans la durée : nous nous connaissons bien, nous avons une confiance totale les uns dans les autres. Je suis très satisfaite de cette durée qui s'est installée, qui permet de mener une réflexion profonde sur l'évolution des programmes à venir. J'aime avoir le temps de réfléchir, de remettre en question ce qui passe pour des évidences.



Microcentrale hydraulique alimentant le village d'Antetetzambato en électricité.

Publications de la Fondation au service du développement durable

Bulletins Scarabée

La **Fondation** poursuit son travail d'édition d'ouvrages, d'outils pratiques d'information et d'aide à la décision pour les acteurs de l'énergie dans les pays du Sud. Parmi les nouveautés, il faut donc citer les trois derniers numéros du bulletin *Scarabée* faisant chacun le point sur des filières énergétiques pour l'électrification rurale.

Recherche

Consacré au solaire photovoltaïque et solaire thermique haute température, ce numéro dresse un tableau des problèmes rencontrés par la filière en 2005 et permet d'en mesurer le parcours. Il est à souligner que la communauté scientifique n'a jamais développé autant d'efforts et de talents pour transformer le rayonnement de la lumière en énergie. Matière première, rendements, cellules de demain... sont au programme de ce numéro.

Noria

Un changement d'échelle est recommandé dans la mise en œuvre de l'ERD. Mais celui-ci ne peut se faire qu'en s'appuyant sur une expertise et une connaissance approfondies des contextes d'implantation et des acteurs. De même, il importe de pouvoir hiérarchiser la programmation des investissements. Outil méthodologique de planification de l'ERD, développé par la Fondation, NORIA permet d'élaborer des programmes sécurisés, clés en main d'ERD d'envergure régionale.

La petite hydraulique

La production d'énergie à partir de l'eau est une technique ancienne, simple et peu coûteuse. Toutefois l'installation de microcentrales hydrauliques requiert de solides connaissances techniques (choix des turbines, régulations nécessaires, générateurs, aménage, évacuation de l'eau, etc.), mais aussi sur la réglementation et les coutumes en vigueur.



Autres publications techniques



RESIREA

Cofinancé par l'Ademe et la Commission européenne, RESIREA vise à élaborer des programmes d'ERD par énergies renouvelables dans trois provinces des pays du Mékong (Cambodge, Laos, Vietnam).

Objectifs et résultats sont décrits à l'attention des autorités régionales et des partenaires potentiels. Cette brochure a été traduite en khmer, laos et vietnamien.

Rédition

Ouvrage plébiscité par nos partenaires du Sud :
Guide pratique d'installation du solaire photovoltaïque.

Sa couverture toilée permet de l'emporter partout où une intervention est nécessaire !
Ce document existe aussi en anglais.



Bon de soutien à découper et à renvoyer à :

Fondation Énergies pour le Monde – 146, rue de l'Université – 75007 Paris
Reconnue d'utilité publique – Décret du 8 mars 1990

Je soutiens les projets de la Fondation et adresse un chèque de :



30 € 75 € 150 € 300 €

Autre :

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôts égale à 66 % de votre don dans la limite de 20 % de votre revenu imposable. Vous recevrez pour cela un reçu pour déduction fiscale.

Vos coordonnées font l'objet d'un traitement informatisé. Vous disposez d'un droit d'accès à ce fichier et de rectification conformément à la loi du 6 janvier 1978.

Code postal : _____

Ville : _____

Fondation Énergies pour le Monde Infos
est la lettre d'information semestrielle
de la Fondation Énergies pour le Monde,
reconnue d'utilité publique - décret du 8 mars 1990

Fondation Énergies pour le Monde
146, rue de l'Université
F – 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 00 80 - Fax : 01 44 18 00 36
Email : fondem@energies-renouvelables.org
www.energies-renouvelables.org

Directeur de la publication : **Alain Liébard**
Directeur de la Fondation : **Yves Maigne**
Rédaction : **Anne Vantal**
Édition : **Observ'ER**
Rédacteur en chef : **Yves-Bruno Civel**
Photos : **Fondation Énergies pour le Monde**
sauf mention contraire
Photo de couverture : **Rémy Delacloche /**
Fondation Énergies pour le Monde
Impression : **Imprimeries de Champagne.**
Imprimé avec le procédé CTP et des encres à base
végétale sur papier 100 % recyclé certifié Ecolabel
européen
Dépôt légal : 4^e trimestre 2007 – ISSN : 1279-8029

À quoi servent vos dons ?

La Fondation Énergies pour le Monde mène actuellement deux projets au Burkina Faso.

Opération "Crédit énergie"

● L'opération "Crédit énergie" permet à des familles de disposer de l'électricité en achetant, à crédit, des systèmes solaires. Le montant des mensualités n'est pas supérieur à celui que représente l'achat de piles, pétrole lampant et bougies.

Les modalités d'achat à crédit ont été élaborées par la Fondation en partenariat avec le Réseau des caisses populaires du Burkina, la principale banque coopérative présente en milieu rural. Le projet, depuis, n'a cessé de croître : fin 2007, 200 familles avaient acquis un système. L'augmentation constante des demandes témoigne de l'intérêt de ce programme original qui permet aux populations de devenir propriétaires de leurs équipements. Les modalités de vente du service électrique ne peuvent en effet être mises en œuvre lorsque la densité des populations est trop faible.

Le succès est bien réel. Un grand nombre de familles peuvent maintenant acheter leur propre système photovoltaïque grâce, d'une part, aux dons reçus à la Fondation qui jouent le rôle de subventions, et grace d'autre part,



au mécanisme de crédit sur trois ans qui en rend le prix accessible. L'engouement pour cette solution touche désormais toute la province. Face à l'ampleur des demandes, on envisage même d'étendre à deux nouvelles agences bancaires ce "crédit énergie". Reste, pour l'immédiat, à maintenir une vraie coordination entre fournisseurs, réseaux des caisses bancaires et associations locales.

Formations et accompagnement

Dans le cadre de "Scarabée", Énergies pour le Monde dispense actuellement plusieurs sessions de formations en pays d'Afrique sub-saharienne. C'est ainsi qu'au mois de juillet se sont tenues, à Tenkodogo, plusieurs formations s'adressant à trois types d'acteurs :

- Les élus locaux

L'existence de maires est récente au Burkina Faso (2006). Beaucoup de ces hommes politiques nouvellement élus sont avides d'échanges et souhaitent contribuer à l'amélioration des conditions de vie de leurs administrés. Le succès rencontré par les programmes de la Fondation a suscité beaucoup d'intérêt... Les maires souhaitent donc acquérir des compétences dans le domaine du service public, au sens large, et dans celui de l'énergie en particulier ; l'expérience des autres se révèle alors essentielle. Le Haut Commissaire de Kourittenga, la province où se sont concentrés, jusqu'ici, des programmes d'Énergies

www.energies-renouvelables.org

Retrouvez sur le Web :

- le dernier numéro d'Énergies pour le Monde Infos en ligne ;
- l'atlas des expertises en accès libre ;
- des fiches actions présentant nos différents programmes ;
- des informations sur l'énergie dans les pays du Sud ;
- l'annuaire des acteurs des énergies renouvelables.



À lire

Livret d'accès aux services de l'électricité



En septembre 2006, la Fondation avait participé aux Rencontres de Pontault-Combault, organisées par le conseil régional d'Île-de-France.

L'objectif était de sensibiliser les acteurs régionaux de la coopération décentralisée du Nord et du Sud, aux questions relatives à l'accès à l'eau et à l'énergie dans le respect de l'environnement.

Dans la continuation de cette manifestation, la Fondation et l'Agence de l'environnement et des nouvelles énergies d'Île-de-France ont élaboré le livret "Accès à l'électricité en milieu rural – Énergies locales et développement rural".

Ce livret décrit les différentes composantes de tout programme d'électrification rurale par énergies renouvelables. Il permet à leurs différents acteurs et aux élus tout particulièrement d'appréhender le travail à accomplir pour le succès d'une telle opération :

- aux élus du Nord, il indique le cheminement à suivre et les écueils à éviter dans leur démarche d'appui financier et institutionnel ;

- aux élus du Sud, il indique les conditions de succès : sensibilisation des administrés, recours à des professionnels, anticipation des coûts d'exploitation, etc.

Ce livret sera très largement diffusé tant auprès des élus ruraux des pays africains francophones qu'auprès des collectivités locales françaises. Il servira de support aux ateliers de sensibilisation que mène la Fondation.

Ce livre est téléchargeable sur le site www.energies-renouvelables.org/proven

pour le Monde, a profité de sa présence lors de ces journées pour faire connaître les projets en cours et faire profiter les participants des premiers retours d'expériences. Il a également insisté sur les conditions de succès de telles opérations : formation des usagers à l'usage rationnel de l'énergie, délégation de gestion de la commune à une structure dédiée à l'exploitation des infrastructures électriques, respect du cadre réglementaire sur l'électricité, etc. En bref, cet atelier, qui s'adressait à des élus locaux peu formés à prendre en compte les problèmes énergétiques, a permis à chacun de se faire une idée des diverses solutions existantes.

- Les agents de crédit des Caisses populaires

C'est grâce aux agents de crédit du Réseau des caisses populaires du Burkina que la population rurale du Kouritenga est informée des possibilités d'acquisition de systèmes solaires. Leur rôle ne se limite pas à la simple information des modalités financières, ils doivent être en mesure d'expliquer les atouts et les limites des systèmes solaires, d'évoquer l'usage rationnel de l'énergie et de parler délai d'installation et durée de vie de la batterie. Compte tenu de la rotation fréquente des agents de crédit, la formation qui leur est régulièrement dispensée est l'une des conditions du succès du crédit énergie. Tenant compte de cette contrainte, un formateur d'agents de crédit a participé à la formation. Il sera dorénavant l'un des interlocuteurs privilégiés de la Fondation.

- Les installateurs de systèmes solaires

La qualité des installations est une autre condition de succès. Il faut s'assurer que les câbles soient de bonne section et correctement posés, que la batterie soit bien protégée, que les modules soient solidement fixés. Pour se prémunir de possibles erreurs et maintenir une qualité d'installation irréprochable, des recommandations ont été formulées, un guide a été distribué auprès du fournisseur et des différents installateurs locaux. Cette première série de formations sera suivie, courant 2008, d'autres initiatives similaires au Mali et au Sénégal. ●

Un livret Agir pour financer les actions d'Énergies pour le Monde

Le livret d'épargne Agir fonctionne comme un livret traditionnel, la solidarité en plus.

Fonctionnement : le livret Agir est rémunéré à 4,11 % (taux nominal annuel brut susceptible de variation). Votre capital est garanti et votre épargne toujours disponible, avec un plafond de 15 300 € par livret, hors intérêts. **Éthique :** 50 % de vos intérêts seront automatiquement reversés à la Fondation Énergies pour le Monde. **Fiscalité :** fiscalité traditionnelle des comptes sur livret, déclaration ou prélèvement forfaitaire.

Le don, issu du partage, vous ouvre droit à une réduction d'impôt égale à 66 % de leur montant dans la limite fiscale en vigueur. **Si vous souhaitez en savoir plus :** 0 810 63 44 44 (prix d'un appel local) ou www.banque-solidarites.coop (rubrique "produits").

GROUPE
CREDIT COOPERATIF



La gazéification de la biomasse

Au Cambodge, la Fondation Énergies pour le Monde lance un projet basé sur une technologie innovante pour l'électrification rurale : la gazéification de la biomasse. Voici quelques éléments pour en apprendre un peu plus sur cette technologie.

● On le sait, la biomasse – qu'il s'agisse de matière vivante terrestre ou aquatique, ou encore de déchets – constitue un gisement énergétique appelé à jouer un rôle croissant dans l'avenir. La plus ancienne méthode d'utilisation de la biomasse est la combustion simple : en allumant un feu de bois, on peut depuis la Préhistoire se chauffer, s'éclairer ou cuire ses aliments... Mais cette biomasse peut aussi être transformée aujourd'hui de manière à produire de l'électricité.

Il existe plusieurs types de valorisation de la biomasse : valorisation biologique des déchets par fermentation et production de biogaz, ou valorisation dite thermo-chimique, par combustion ou par gazéification. Si la valorisation de la biomasse ne représente qu'une très faible part de la production d'électricité dans le monde, elle n'en reste pas moins un espoir pour l'avenir des énergies renouvelables et mérite d'être mieux connue, en particulier lorsqu'il s'agit de gazéification de la biomasse.

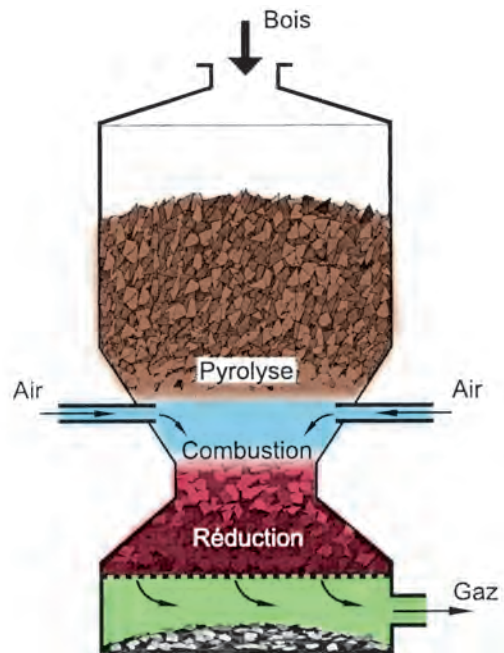
Du gaz à la production de chaleur et d'électricité

Si l'on veut s'en tenir à des notions très simples, disons que le but de la gazéification consiste à transformer en gaz facile d'emploi un combustible solide (qui peut être du bois taillé en petits morceaux, des résidus agricoles du type rafles de maïs, etc.). En brûlant ce combustible à l'abri de l'air, on obtient un gaz principalement constitué d'azote, d'oxyde de carbone et d'hydrogène. Une fois filtré et débarrassé de ses impuretés, ce gaz peut être utilisé pour alimenter un moteur

capable de produire de la chaleur et de l'électricité. Pour être efficace, cette technique exige que soient remplies certaines conditions. La biomasse sèche utilisée doit d'abord être préparée : on broie le bois ou les tiges de manière à obtenir des bâtonnets de dimensions réduites (dix centimètres maximum). Le matériau doit être bien sec (il est préalablement séché, soit à l'air ambiant, soit à l'aide des gaz d'échappement du moteur récupérés pour cet usage). Enfin, il faut éviter de recourir à des matériaux chargés de matières minérales pour ne pas "encrasser" le moteur.

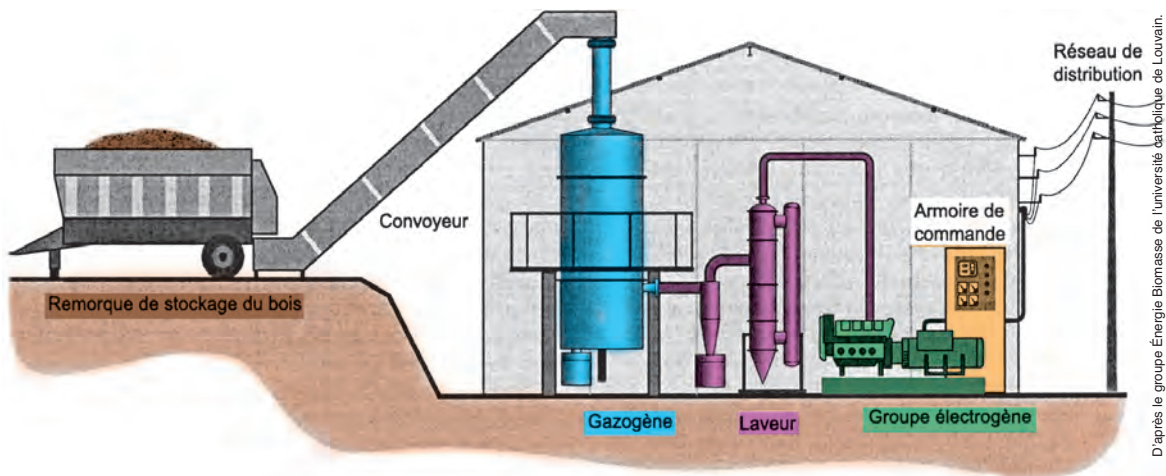
L'alimentation du gazogène doit être assurée de manière régulière, mais non continue ; huit à seize heures de fonctionnement par jour sont en principe recommandées. Pour cela, il est impératif d'assurer en amont le séchage et le stockage du combustible.

À l'issue de la combustion, on doit procéder au refroidissement du gaz (qui sort du gazogène à une température comprise entre 400 et 600 °C) et à l'élimination des poussières et goudrons qui pourraient, dans l'étape suivante, nuire au bon fonctionnement du moteur. Une



D'après le groupe Énergie Biomasse de l'université catholique de Louvain.

Processus de gazéification dans un gazogène.



D'après le groupe Énergie Biomasse de l'université catholique de Louvain.

La biomasse est transformée en gaz qui produira à son tour chaleur et électricité.

fois épuré, le gaz pourra être utilisé soit dans un moteur "tout-gaz", soit dans un moteur "diesel-gaz".

Si les recommandations sont respectées et si le fonctionnement et l'entretien du système sont correctement effectués, on considère qu'il faut 1,3 kg de bois ou de déchets végétaux pour produire 1 kWh d'électricité. À titre indicatif, rappelons qu'il faut, pour la même production d'énergie, utiliser 0,35 l de gazole.

Cette technologie récemment utilisée pour l'accès à l'électricité, reste très limitée, en particulier parce que très peu de constructeurs proposent des gazogènes. En France par exemple, une seule entreprise, Martezo-Touillet (à Poitiers) offre ce type de produits. La gamme de puissance disponible demeure comprise entre 60 et 500 kW, et la mise au point de gazogènes de puissance plus faible (actuellement à l'étude) est coûteuse.

Combustible peu onéreux et renouvelable

Pourtant, la gazéification de la biomasse représente une solution intéressante. Dans les pays du Sud, elle permettrait une production d'électricité à partir d'un combustible local, peu onéreux et renouvelable. Elle est bien adaptée dans les régions où l'on peut planter des arbustes à croissance rapide. Surtout, elle permet d'éviter l'émission d'une quantité importante de CO₂. Bien sûr, le gaz obtenu à l'issue de la combustion en contient, mais l'oxyde de carbone obtenu n'est autre que celui préalablement capté par la plante...

Cependant, pour être performante, cette technologie exige une organisation rigoureuse du travail. Il ne saurait être question d'installer des gazogènes sans avoir, en amont, organisé la production du matériau combustible et l'entretien nécessaire du gazogène. Pour avoir négligé cet aspect essentiel, plusieurs projets pilote se sont soldés par des échecs. Il importe à présent de tirer les leçons de ces premières expériences. C'est ce que la Fondation Énergies pour le Monde s'appête à faire avec un projet au Cambodge (voir encadré ci-contre). ●

L'expérience cambodgienne

L'an dernier s'est achevé, dans la province de Kampong Cham au Cambodge, un programme de planification d'électrification rurale décentralisée. Pour poursuivre son action dans cette région identifiée comme prioritaire par l'intérêt qu'elle suscite et le potentiel qu'elle présente, la Fondation a lancé, début 2007, une opération pilote et a résolu de recourir, dans l'un de ces villages, à la technologie de la gazéification de la biomasse.

Les conditions de départ étaient en effet réunies pour rendre cette option très intéressante : présence de résidus agricoles (rafles de maïs), pluviométrie suffisante et qualité des sols autorisant la plantation de biocarburants et d'arbustes à croissance rapide comme le leucaena.

Calendrier 2007-2008

En collaboration avec les autorités locales de Kampong Cham, la Fondation a confié à un bureau local les études menant à sélectionner le village où sera menée l'opération. Pour appuyer ce projet, elle a également chargé un institut belge, le Centre wallon de recherches agronomiques, spécialiste de la bioénergie, de vérifier sa viabilité. Dès octobre, des études de faisabilité détaillées ont été commandées au bureau d'études. À la fin de l'année, les grandes lignes du projet auront été définies : analyse de la demande énergétique des villageois, calculs tarifaires, gestion du futur recouvrement des paiements, identification des techniciens locaux, mise en place des structures de maintenance. Le dimensionnement technique des infrastructures, l'analyse financière et la formation des personnels seront réalisés en 2008, avant de lancer l'installation.